

✓ M. DURAND-REVILLE
3 Champs-Élysées (8ème)

9 Août 1955

Monsieur le Ministre de la FRANCE D'OUTRE-MER

27, rue Oudinot

P A R I S (7e)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'attirer votre haute et bienveillante attention sur l'une des conclusions qu'il m'a été donné de tirer de mon voyage autour du monde de ces mois derniers.

Vous savez que j'avais été représenter la France au Congrès de la Chambre de Commerce Internationale, en ma qualité de Président du Comité National de l'Afrique Française de cet organisme.

Au cours de mon voyage, qui m'a conduit successivement au Japon, en Chine, en Indochine et aux Indes, je me suis efforcé d'entrer en contacts avec le plus grand nombre possible des participants à la Conférence de Bandoeng. A Tokio en particulier, comme aux Indes, j'ai rencontré plusieurs d'entre eux, et, à travers ce qu'ils m'ont dit, à travers ce qu'ils m'ont celé, à travers leurs réticences comme à travers leurs dires, il m'a été donné de comprendre parfaitement la politique qui s'était édifiée au cours de cette Conférence. En résumé, j'ai la conviction, comme j'ai eu l'occasion de le dire dans la Conférence de presse que j'ai donné à mon retour, que ces Nations du Sud-Est Asiatique, à la fois pléthoriques et faméliques, considéraient d'ores et déjà qu'en face du débordement de population de leurs Territoires, l'Afrique, continent vide à leurs yeux, quoi qu'en dise votre collègue M. SENGHOR, leur appartenait en droit. L'Afrique, pour ces nations du Sud-Est Asiatique, est considéré désormais comme le débouché naturel des excédents de population qui les caractérisent.

Il n'est que de considérer le type de colonisation du Sud-Est Asiatique vers des territoires comme les îles Fidji, comme Honolulu, comme l'île Maurice, et dès maintenant la côte orientale d'Afrique, pour apprécier le danger et la gravité de la menace qui pèse ainsi sur le continent africain.

Dans un premier temps, les nations du Sud-Est Asiatique s'étant rendu compte de ce que la seule pierre d'achoppement sur la voie qu'ils se sont ainsi tracée était la présence des Européens en Afrique, ont décidé d'appuyer dans toute la mesure du possible les nationalistes africains en vue d'éliminer une présence européenne qui s'oppose à leurs fins.

...

Vous êtes certainement assez averti de ce danger pour qu'il me soit nécessaire d'insister là-dessus. Les problèmes des migrations de populations étant à l'ordre du jour du Congrès de l'Union Inter-parlementaire d'Helsinki auquel je me rends prochainement, je ne manquerai pas là aussi de prévenir nos collègues des différents Parlements des difficultés qui s'opposent à des migrations de cette nature en ce qui concerne l'Afrique. J'ai signalé à plusieurs reprises que, dans les territoires français de ce Continent, les Assemblées Territoriales seraient appelées à donner préalablement à toute immigration leur avis. Nous avons d'ailleurs même, à l'intérieur même de la République, des problèmes d'excédents de population à résoudre et il est bien évident que si nous acceptons de faire un effort dans le sens préconisé par le Bureau International du Travail, ce sera d'abord au bénéfice de populations telles que celles de l'Afrique du Nord et de la Réunion.

Mais, le danger en ce qui nous concerne, ne vaut pas que pour l'Afrique. Il est peut-être plus immédiat encore pour nos Territoires du Pacifique. Vous savez combien déjà l'immigration chinoise dans les Etablissements Français de l'Océanie a pris d'envergure. Je suis à nouveau alerté ces temps derniers par des avertissements sérieux à cet égard. Ne m'indiquait-on pas récemment que le monopole de l'importation des carburants envisagé pour les E.F.O., malgré l'opposition de l'Assemblée Territoriale de ces Territoires, risquait d'être attribué à un Chinois ? Les Chinois des E.F.O. constituent un clan très fermé; ils conservent la nationalité d'origine et détiennent 80% environ du capital de ces îles, capital qu'ils ont acquis sur place par leur travail et par leur organisation qui s'est édifiée tout à fait à part de la vie sociale française et polynésienne.

Jusqu'à présent, le Territoire paraît avoir très heureusement résisté aux prétentions chinoises. Bon nombre d'Asiatiques cependant cherchent à se faire naturaliser afin de profiter des droits que la citoyenneté française leur accorderait, cependant que les devoirs de cette citoyenneté leur demeurant étrangers. Je vous laisse à mesurer le danger qu'une politique de naturalisation plus marquée présenterait pour la présence française le jour, peut-être prochain, où pour des raisons de haute politique internationale, la France serait appelée à reconnaître la Chine populaire.

Je crois savoir que le Gouverneur des E.F.O., qui est en route pour la Métropole, sinon déjà arrivé, vous entretiendra de cette importante question à son passage dans la Capitale. J'ai l'honneur moi-même d'attirer votre attention sur cette importante et grave question. Vous trouverez aux archives de votre Département du reste, une lettre de l'ancien sénateur des E.F.O., votre collaborateur M. LASSALLE-SERE, en date du 28 août 1950, lettre dans laquelle il attirait déjà l'attention de votre prédécesseur sur ce sujet. Il y a peu à ajouter à cette lettre, qui résume bien la situation des Chinois aux Etablissements Français de l'Océanie.

Il me serait agréable, Monsieur le Ministre, de savoir quelle est la doctrine que vous avez arrêtée vous-même à ce sujet, et,

Dans l'attente de vous lire, je vous prie d'agréer l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments dévoués.

signé : DURAND-REVILLE